



Extrait du UJFP

<http://www.ujfp.org/spip.php?article3747>

2015 et la Palestine

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : dimanche 4 janvier 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Pour une année de travail pour l'égalité des droits entre juifs israéliens et arabes palestiniens, et un Etat commun entre la Méditerranée et le Jourdain...

par Roger Dubien

L'ONU avait déclaré "2014 année de la Palestine". Une farce tragique. L'ONU n'a pas bougé le petit doigt cet été pour arrêter le massacre de Gaza. 2200 morts, 11 000 blessés...

Mais au cours de ces deux derniers mois, il a beaucoup été question de la "reconnaissance d'un Etat palestinien". L'Assemblée Nationale française puis le Sénat ont voté en ce sens. Des votes similaires ont eu lieu en Grande-Bretagne, en Irlande, et au Parlement Européen... En Suède, c'est le gouvernement qui a reconnu un Etat de Palestine. Un vote vient aussi d'avoir lieu au Conseil de Sécurité de l'ONU fin décembre (mais rejet, provisoire - veto des USA)...

Alors on pourrait se dire : "enfin ! un pas vers la justice pour les Palestiniens". Et même si on pense qu'il ne s'agit que d'un acte symbolique, y voir une indication que les choses avancent, que l'impunité pour Israël tire à sa fin. Pourtant...

Après, c'est comme avant

On connaît la confidence de l'ex-ministre Hamon qui a avoué un objectif bien franco-français du vote pour un Etat de Palestine : *"récupérer notre électorat de banlieue et des quartiers, qui n'a pas compris la prise de position pro-israélienne de Hollande, et qui nous a quittés au moment de la guerre à Gaza"...*

On peut constater ensuite que ces votes ne changent rien à la réalité en Palestine-Israël. Le blocus barbare de Gaza continue. 1,8 millions de Palestiniens ont passé les fêtes de fin d'année dans le dénuement total - pour 600 000 d'entre eux avec des logements détruits - sans moyens de panser les plaies et de reconstruire. Le plan de reconstruction de l'ONU (5 milliards de dollars) est au point mort, les matériaux ne rentrent pas, le peu qui rentre permet aux entreprises israéliennes de faire du business, et en plus l'ONU soumet à Israël la liste des personnes autorisées à reconstruire leur maison !

Pas un mot du gouvernement et des députés français là-dessus, ni de l'UE ou de l'ONU. Pas de protestation non plus lors de l'assassinat le 10 décembre d'un ministre de *"l'Autorité palestinienne"* lors d'une manifestation pacifique contre la colonisation en Cisjordanie. L'ONU et l'Union Européenne ont demandé *"une enquête indépendante"*, alors même que photos et vidéos sont accablantes.

Israël peut continuer. Aucun acte réel contre l'opresseur. Aucun embargo sur les armes. Aucune sanction, aucun soutien à la campagne mondiale "Boycott-Désinvestissement-Sanctions" (BDS) lancée depuis 9 ans par les organisations de la société civile palestinienne.

Les votes de reconnaissance d'un Etat de Palestine fonctionnent comme un substitut à des actes réels pour s'opposer aux crimes.

[Lire l'article entier sur le site "Réseaux citoyens de St-Etienne"](#)